



HAL
open science

**Diane Masson. L'utilisation de la guerre dans la
construction des systèmes politiques en Serbie et en
Croatie, 1989-1995**

Nebojsa Vukadinovic

► **To cite this version:**

Nebojsa Vukadinovic. Diane Masson. L'utilisation de la guerre dans la construction des systèmes politiques en Serbie et en Croatie, 1989-1995. Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest, 2023. hal-03973510

HAL Id: hal-03973510

<https://hal.science/hal-03973510>

Submitted on 4 Feb 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Diane Masson, *L'utilisation de la guerre dans la construction des sys-tèmes politiques en Serbie et en Croatie, 1989-1995*

Nebojsa Vukadinovic

Citer ce document / Cite this document :

Vukadinovic Nebojsa. Diane Masson, *L'utilisation de la guerre dans la construction des sys-tèmes politiques en Serbie et en Croatie, 1989-1995*. In: Revue d'études comparatives Est-Ouest, vol. 35, 2004, n°1-2. Sortir de la transition bloquée : Serbie-Monténégro. pp. 381-385;

https://www.persee.fr/doc/receo_0338-0599_2004_num_35_1_1658

Fichier pdf généré le 12/04/2018

Diane MASSON, *L'utilisation de la guerre dans la construction des systèmes politiques en Serbie et en Croatie, 1989-1995*, Paris : Éditions L'Harmattan, 2002, 350 pages.

Rares ont été les études comparatives sur les systèmes politiques des pays issus de l'ex-Yougoslavie. La désintégration de celle-ci est pourtant un terrain de recherche propice à l'approche comparative, non seulement en raison d'un passé commun mais encore de l'imbrication de ces divers systèmes. Diane Masson adopte une démarche à la fois chronologique, analytique et comparative pour aborder l'évolution de la scène politique en Serbie et en Croatie. Bien qu'elle cerne les relations entre la guerre et la construction des systèmes politiques dans ces deux pays, son ouvrage atteint une dimension beaucoup plus générale. Plus qu'un simple travail sur les paysages politiques après la fin du communisme, il constitue une réflexion sur l'État et les sociétés.

Depuis le début de la désintégration de l'ex-Yougoslavie en 1991, la guerre fut un élément incontournable de la construction des systèmes politiques et c'est donc autour de cette réalité que Diane Masson articule sa problématique. Cependant, et à juste titre, elle s'intéresse également à la période antérieure à l'émergence des conflits et ce, pour l'essentiel, à partir des années 1980. Ce retour en arrière lui permet de retracer les dernières étapes de la Ligue des communistes de Yougoslavie conclues, à terme, par la disparition de cette formation. Celle-ci était divisée en entités indépendantes à l'échelle républicaine. Dès la fin des années 1980, des divergences profondes s'étaient déclarées entre la Ligue des communistes de Slovénie, puis de Croatie, et les autres, principalement la Ligue serbe. Du côté slovène et croate, on insistait sur la nécessité de transformer la fédération yougoslave en confédération. Du côté serbe, l'accent était mis sur la « révolution anti-bureaucratique », c'est-à-dire sur le besoin de réformer les institutions sans les remettre en cause, concept demeuré en réalité très vague et mal défini. L'auteur explique comment Slobodan Milošević a su jouer de la notion de « révolution anti-bureaucratique » pour asseoir son régime. S'étant présenté, dans un premier temps, comme le rénovateur du système, il ne mena en fin de compte qu'une politique populiste.

L'ouvrage se compose de neuf chapitres. Les trois premiers retracent le processus de désintégration de la République socialiste fédérative de Yougoslavie (RSFY) dans le contexte de la fin du titisme. L'auteur souligne l'impasse, manifeste à plusieurs niveaux, dans laquelle se sont retrouvés les communistes yougoslaves. Tout d'abord, ils ont été confrontés aux conceptions différentes de la société défendues par les Ligues dont certaines se sont rapprochées des idées nationales, voire nationalistes, dès 1989-1990. Par ailleurs, une opposition très nette a surgi entre les communistes réformateurs, qui détenaient le pouvoir fédéral en la personne du Croate Ante Marković, et les directions communistes au

sein des Républiques. Les réformes pour la transition vers l'économie de marché furent engagées par les communistes réformateurs à partir du 1^{er} janvier 1990 avec le soutien des organisations financières internationales et de l'Union européenne. Ce programme de transition était similaire à celui qu'adopta la Pologne, à une différence notable près : le cadre fédéral yougoslave. Les structures du pouvoir fédéral étaient faibles en RSFY et c'est au niveau des Républiques que certaines réformes, telle la privatisation, devaient être réalisées. La Fédération et les Républiques étaient en désaccord sur de nombreux points, d'où des blocages et le "torpillage" du programme Marković à l'échelon local. L'affrontement ouvert entre les communistes réformateurs pro-yougoslaves et les communistes proches de l'idéologie nationaliste permet de mieux appréhender la fin du système communiste yougoslave. Tandis que les autorités fédérales se focalisaient sur les réformes économiques, la transformation politique stagnait. Dès l'instauration du pluripartisme en 1990, elle se caractérisa par l'éclosion d'une multitude de partis nationalistes sans que les conditions d'une véritable concurrence politique soient instaurées. C'est dans ce contexte qu'émergea également la question du Kosovo qui fut au centre des dissensions entre la Serbie et la Slovénie. Cette République soutenait les mineurs albanais en grève depuis la fin des années 1980. En Serbie, ce soutien fut interprété comme une provocation et une « trahison slovéno-albanaise » qui visait à détruire la Yougoslavie en promouvant les idées sécessionnistes et indépendantistes. Le boycottage subséquent des produits slovènes en Serbie ouvrit une profonde fissure dans les relations entre les deux Républiques bien avant le début des conflits. Les calendriers électoraux, fixés à des dates différentes selon les républiques, eurent également un impact non négligeable sur la situation politique locale. Chaque élection locale eut un « effet domino » sur les républiques voisines avec, pour résultat, de renforcer les nationalismes.

Les chapitres IV, V et VI suivent de près les évolutions politiques en fonction des événements liés à la guerre et l'analyse des deux principales formations politiques en Serbie et en Croatie au début des années 1990 – le SPS et le HDZ – est donc entreprise à travers ce prisme. Elle donne à comprendre comment se sont construits les édifices du pouvoir de Slobodan Milošević et de Franjo Tuđman. Ils se sont l'un et l'autre appuyés sur un parti hégémonique, le SPS (ex-communistes) en Serbie et le HDZ (coalition d'anti-communistes et de nationalistes) en Croatie. Ces deux formations étaient opposées sur le plan idéologique, principalement dans leur rapport au communisme, mais chacune entretenait des relations avec les partis nationalistes. Ce lien est d'une importance primordiale pour saisir les dynamiques de coalition qui régissent depuis une quinzaine d'années la scène politique des deux pays. Dans cette partie centrale de l'ouvrage, la question de la guerre est abordée sous l'angle de l'exploitation politique de « l'ennemi extérieur ». Par ailleurs, le conflit en Bosnie-Herzégovine est examiné au regard de ses conséquences sur les scènes

politiques respectives. De ce point de vue, les accords de Dayton avec leurs ambiguïtés – l’acceptation du partage de la Bosnie-Herzégovine en deux entités (Republika Srpska et Fédération de Bosnie-Herzégovine) et trois parties (serbe, croate et bochniaque ¹) tout en conservant des frontières extérieures communes – ont engendré la crainte permanente d’une désintégration. En effet, la partie serbe, la « Republika Srpska », est toujours en relation étroite avec la Serbie et la partie croate de la Fédération de Bosnie-Herzégovine avec la Croatie de sorte que les risques d’éclatement sont loin d’avoir disparu. Dans un chapitre intitulé “Du bon usage des accords de Dayton”, l’auteur montre comment la participation de Slobodan Milošević et de Franjo Tuđman à ceux-ci leur a permis de jouir d’un double crédit : un crédit international, d’une part, pour s’être présentés comme des acteurs de la paix et un crédit local, d’autre part, pour s’être affichés comme les défenseurs de leur peuple en Bosnie-Herzégovine. Pourtant, ils ont tous deux attisé les conflits et furent d’accord sur le partage de ce pays.

Les trois derniers chapitres traitent des questions de société, l’un étant consacré à la société civile, l’autre au rôle des Églises et le suivant aux médias. Bien que la période étudiée dans cet ouvrage s’arrête en 1995, notons avec intérêt que l’auteur se penche sur les médias indépendants et saisit parfaitement la place qu’ils allaient prendre. Leur rôle devient, en effet, capital à partir de la fin de l’année 1996, principalement en Serbie où ils seront l’un des vecteurs de la démocratisation, certes inachevée mais néanmoins à l’œuvre.

L’ensemble de l’ouvrage prend également en considération la dimension internationale. À cet égard, l’Union européenne, qui n’était pas prête à gérer des conflits, a dû s’adapter. Ses réactions ont parfois été trop lentes et parfois précipitées. Ainsi en 1990 et 1991, espérant sauver la Yougoslavie, elle a soutenu les communistes réformateurs à la tête de la Fédération yougoslave alors même que les conflits avaient débuté en Slovénie puis en Croatie. Elle a ensuite reconnu, trop rapidement, l’indépendance de ces deux pays sans en mesurer les conséquences régionales. Elle a également proposé un référendum sur l’indépendance de la Bosnie-Herzégovine suite au rapport de la Commission d’arbitrage Badinter sans tenir compte des tensions sous-jacentes et des risques de conflit qui pouvaient en découler. Outre cette attitude “au cas par cas”, elle s’est avérée incapable d’adresser un message commun et cohérent aux pays de la région. Cependant, au-delà de ces aspects négatifs, les conflits yougoslaves ont en quelque sorte servi de laboratoire pour la construction d’une politique de défense et de sécurité commune. Même si celle-ci fait encore largement défaut, ses contours se sont dessinés progressivement – et se dessinent toujours – autour de ces conflits comme le montre la situation

1. Le terme Bochniaque remplace, depuis 1994, celui de Musulman, la majuscule servant à différencier le peuple de l’appartenance religieuse.

actuelle au Kosovo. Par ailleurs, les relations transatlantiques ont connu, depuis 1994, une évolution notable avec l'entrée en jeu des États-Unis, décidés à participer à la recherche d'une solution des conflits et des crises de la région. En ce sens, la genèse des accords de Dayton est ici clairement exposée, de même que leurs répercussions sur les scènes politiques locales.

Tout circonscrit qu'il soit aux années 1989-1995, l'ouvrage de Diane Masson permet de mieux comprendre les évolutions politiques ultérieures en Serbie et en Croatie. Comme on l'a vu, les échiquiers politiques se sont d'abord constitués autour de deux partis dominants, le SPS en Serbie et le HDZ en Croatie. Dans un deuxième temps, ainsi que l'expose l'auteur, le JUL (la Gauche unie yougoslave), parti de Mira Marković, épouse de Slobodan Milošević, a pris une place croissante dans la société serbe dirigée par ce dernier. Un grand nombre de cadres et de directeurs d'entreprise étaient issus de ce parti, à la fois lié au SPS et se présentant comme indépendant. Mais la nécessité de former des gouvernements de coalition conduisit à de tout autres ententes politiques lorsqu'il fallut chercher des alliés parmi les partis nationalistes, notamment le SPO (Mouvement pour le renouveau serbe) de Vuk Drašković ou encore le SRS (Parti radical serbe) de Vojislav Šešelj.

Dans ce contexte, la portée de l'ouvrage dépasse de loin la période étudiée car aujourd'hui, malgré la chute de Slobodan Milošević et l'arrivée au pouvoir de la coalition d'opposition DOS, le 5 octobre 2000 à Belgrade, les anciennes forces politiques sont de retour. Les raisons en sont nombreuses. D'une part, la population, en attente d'une amélioration de son niveau de vie, a perdu confiance dans les autorités en place, les réformes économiques entreprises par le gouvernement n'ayant notamment pas permis de résoudre le problème du chômage et de la médiocrité des salaires. D'autre part, la situation de tension, voire de conflit, au Kosovo a alimenté les discours politiques en les radicalisant de nouveau. Ces évolutions montrent que les thèses développées par Diane Masson sur le rôle de la guerre dans le processus de construction des systèmes politiques sont toujours d'actualité. Bien que la situation soit différente en Croatie, la remontée en puissance des forces nationalistes dans la société de l'après-Tudjman est également patente même si l'heure est, officiellement, à la modération en raison du processus de pré-adhésion à l'UE. Autrement dit, la fin du communisme en Yougoslavie s'est accompagnée du retour de nombreux partis nationalistes interdits pendant des décennies. L'auteur relate comment s'est opérée, lors de la décommunisation, la renaissance d'anciens partis actifs entre la Première et la Seconde Guerre mondiale. Outre la résurgence des thèses nationalistes et la volonté de construire des États-nations dans le cadre d'une Grande Croatie ou d'une Grande Serbie, outre l'utilisation de « l'ennemi extérieur » dans le processus de construction des systèmes politiques serbe et croate, l'auteur relève d'autres similitudes et analyse la neutralisation des forces d'opposition ou bien encore le mode de fonctionnement de l'« autoritarisme

nationaliste ». À ce titre, la manipulation des populations fut d'autant plus facile qu'en Serbie comme en Croatie, « le clivage urbain/rural semble être, en terme d'appartenance politique, plus pertinent que le traditionnel clivage gauche/droite » (p. 331). Cependant, malgré les similitudes constatées, les deux pays conservent leurs particularités qui proviennent à la fois de leur héritage institutionnel et de perceptions divergentes du même conflit.

Cet ouvrage, richement documenté, constitue un apport majeur à la compréhension de systèmes politiques dont la construction est, comme nous l'avons constaté, loin d'être achevée. Diane Masson, précisons-le, maîtrise les langues serbe et croate et a donc accès aux sources locales dont elle fait abondamment usage. Sa connaissance directe et approfondie de la région, étayée par un savoir théorique non moins solide, lui a permis non seulement d'éclaircir pour nous la période 1989-1995 en Serbie et en Croatie mais encore de prévoir les dynamiques en cours dans un paysage politique qui, au vu notamment des élections récentes, reste pour le moins mouvant.

Nebojša VUKADINOVIĆ
Chercheur associé à l'ENS